

5

L'OBS L'Obs

+ Suivre

Afficher le profil

« Un parti ne rend pas la justice, mais il a le droit de faire des choix » : Clémentine Autain revient sur l'affaire Taha Bouhafis

Clémentine Autain - Il y a 3 h



5

29

Partager

Enregistrer



© Copyright 2022, L'Obs

« Un parti ne rend pas la justice, mais il a le droit de faire des choix » : Clémentine Autain revient sur l'affaire Taha Bouhafis

C'est en écoutant Apolline de Malherbe poser et reposer sa question à ma collègue Mathilde Panot, présidente de notre groupe LFI-Nupes à l'Assemblée nationale, que j'ai pris

Microsoft Start



Rechercher sur le Web

Commentaires



de sa candidature au nom des attaques racistes qu'il subissait ? La réponse est simple, non.

Mais l'audience de cette hypothèse, le crédit qui semble lui être apporté, donnent à voir des impensés dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, sujet complexe qui mérite d'être traité avec sérieux. Contrairement aux confusions que j'entends sans cesse, nous ne sommes pas un tribunal rendant la justice, notre cellule interne n'est pas une instance légitime à établir une vérité. La seule responsabilité que nous assumons est d'empêcher des hommes violents envers les femmes de nous représenter et de nuire au sein de notre organisation.

Garantir l'anonymat des plaignantes est essentiel

Je le dis et le répète : nous avons respecté la volonté de confidentialité des plaignantes. J'ai l'impression que ce point est incompris ou tout simplement éludé de la réflexion sur la façon concrète dont nous pouvons agir. C'est pourtant une condition essentielle, voire *sine qua non*, pour que des femmes livrent leur témoignage à notre cellule mise en place afin de, je le rappelle, recueillir la parole des victimes et agir contre les violences faites aux femmes dans notre mouvement. Nous garantissons à ces femmes de ne pas rendre public leur récit. Nous leur assurons l'anonymat. Nous ne transmettons aux personnes accusées aucun élément qui permettrait de les reconnaître.

Souvent, les femmes qui se confient à nous craignent les représailles. Presque toujours, elles redoutent l'exposition médiatique. Imaginez-vous un instant ce que signifie de faire irruption dans le débat public en tant que victime de violences sexuelles ? Songez-vous à ce que peut représenter pour une femme, déjà sous un choc traumatique, de s'exposer aux réseaux sociaux et commentaires dans les médias pour avoir mis en accusation un homme ?

Alors oui, nous les protégeons. Si nous les incitons à déposer plainte, nous respectons leur rythme, leurs contraintes, leurs angoisses. Car nous savons aussi que la justice ne rend pas toujours justice, puisque seuls 2% des viols aboutissent à une condamnation, ce qui n'incite malheureusement pas les femmes à engager la longue, coûteuse et éprouvante démarche devant les tribunaux.

LFI met en pratique ses valeurs féministes

affaire soit publique. De plus, et je l'assume, faute de plainte et de procès équitable, Bouhafs se serait alors retrouvé dans une situation d'accusé sans pouvoir se défendre, ne connaissant même pas ce qui lui est précisément reproché. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé puisque les raisons de son retrait ont été, quelques jours plus tard, révélées par les médias.

Notre cellule vise à prévenir ces violences spécifiques, en accompagnant les victimes, et à mettre en conformité nos valeurs féministes avec nos pratiques. Au lieu d'instruire cyniquement le procès des femmes qui se battent concrètement, il serait utile que chacune, chacun réfléchisse au meilleur moyen de s'y prendre. Nous n'avons pas trouvé mieux que de créer une cellule, d'écouter la parole des femmes, de leur garantir la confidentialité et d'appliquer un principe de précaution en écartant les hommes accusés de faits pénalement répréhensibles et circonstanciés, c'est-à-dire nous paraissant graves et crédibles. Qui fait mieux ? Comment faire mieux ?

Violences faites aux femmes : l'inquiétante inertie

Je rappelle ce que nos détracteurs, jamais loin du backlash, font mine de ne pas comprendre qu'un mouvement politique n'est pas un tribunal. Il ne s'agit donc pas de rendre la justice, ni d'établir la vérité. Un parti a le droit en revanche de faire des choix : ne pas accepter d'être représenté par un homme mis en cause pour des faits de harcèlement sexiste ou d'agressions sexuelles, ne pas laisser un militant, un collaborateur pour lesquels des témoignages circonstanciés indiquent des pratiques dangereuses pour les femmes continuer de nuire en son sein. C'est autant un enjeu de protection que de mise en conformité de notre engagement féministe avec nos pratiques. Enfin, si je n'ai jamais dit à Taha Bouhafs de se retirer en prétextant des attaques racistes, ces dernières ont bel et bien eu lieu.

Et si les plaignantes ne voulaient pas que les raisons de la mise à l'écart soit publique, c'était aussi parce qu'elles ne souhaitaient pas alimenter cette campagne orchestrée par l'extrême droite contre lui. Chacune, chacun peut-il l'entendre ? Entendre aussi qu'à La France insoumise, oui nous nous engageons contre les violences faites aux femmes ET contre le racisme.

Les mêmes qui ont déversé leur haine contre Taha Bouhafs sont les premiers aujourd'hui à prendre ses propos pour argent comptant, signe d'une obsession politique : nous combattre. Alors que j'ai, que nous avons agi avec une rapidité exemplaire pour l'écarter en raison de témoignages pour violences sexuelles, on m'accuse, on nous accuse d'avoir voulu « *dissimuler* » ! Ce serait juste cocasse si le procédé n'avait pas sombré dans l'indécence la plus totale.

Comme ce sont quasi exclusivement des femmes qui prennent en charge ces questions, ce sont encore sur elles que pèsent les accusations de ne pas en faire assez, d'en faire trop, de faire mal, quand ce n'est pas tout à la fois. Ces critiques injustes me donnent parfois la nausée. Les femmes qui gèrent ces questions, dans les partis qui s'en préoccupent, sont profondément bouleversées voire épuisées par ce qu'elles entendent, par la difficulté de la tâche. Alors que j'ai moi-même été victime de viol, personne ne m'a demandé si cela ne fut pas trop dur d'avoir à gérer cette histoire pour notre mouvement, ce qui ne lasse pas de me sidérer. Comment pourrait-on croire que je joue avec ce combat si viscéral pour moi, intimement et politiquement ?

[Affaire Taha Bouhafs : « La France insoumise a pris ses responsabilités », par Clémentine Autain](#)

La prise en charge par des organisations de gauche des violences sexistes et sexuelles est une avancée. C'est une expérience nouvelle, et donc forcément imparfaite. Les partis de droite qui ont décidé que ce n'était pas leur affaire, qu'il vaut mieux taire, laisser la justice seule faire son travail – qu'elle n'arrive pourtant pas à faire –, ne risquent pas d'être sous le feu des critiques. Pourtant, mettre une chape de plomb, ce n'est pas une méthode pour faire reculer ces violences.

Je préfère être insultée autant qu'il le faudra plutôt que de renoncer à agir contre les violences sexistes et sexuelles en politique. Je préfère supporter les tombereaux de haine plutôt que de me soustraire au respect des femmes qui m'ont délivrée leurs témoignages. Si la justice avait les moyens de faire son travail, si la société accompagnait sérieusement les victimes, nous n'en serions peut-être plus là. Je suis fière d'avoir pris mes responsabilités et d'appartenir à une organisation politique qui assume de ne pas laisser les plaintes internes sans effet. Nous savons que la complexité du sujet implique de poursuivre la réflexion, d'affiner le cadre de notre intervention. Oui, nous avons besoin d'un débat serein et argumenté sur comment lutter efficacement, et dans un esprit de justice, contre les violences faites aux femmes en politique. Tout le reste nourrit le retour en arrière.

AUTRES ARTICLES RECOMMANDÉS

Public

"Un coup de poing dans la
gueule" : Alice Taglioni raconte
sa "vie de parent horrible" ave...

24 1

ELLE ELLE

Carla Bruni et Nicolas Sarkozy : leur nouvelle acq

Lors d'une interview, Carla Bruni et Nicolas Sarkozy ont révélé être
viticole.

66 1



Oh My Mag

+ Suivre

Afficher le profil

Holodomor : l'arme la plus effrayante de la Russie pourrait tuer plus de 2 M de personnes

Chantal Alvarez - Il y a 2 h



Réagir |

106



Partager



Enregistrer



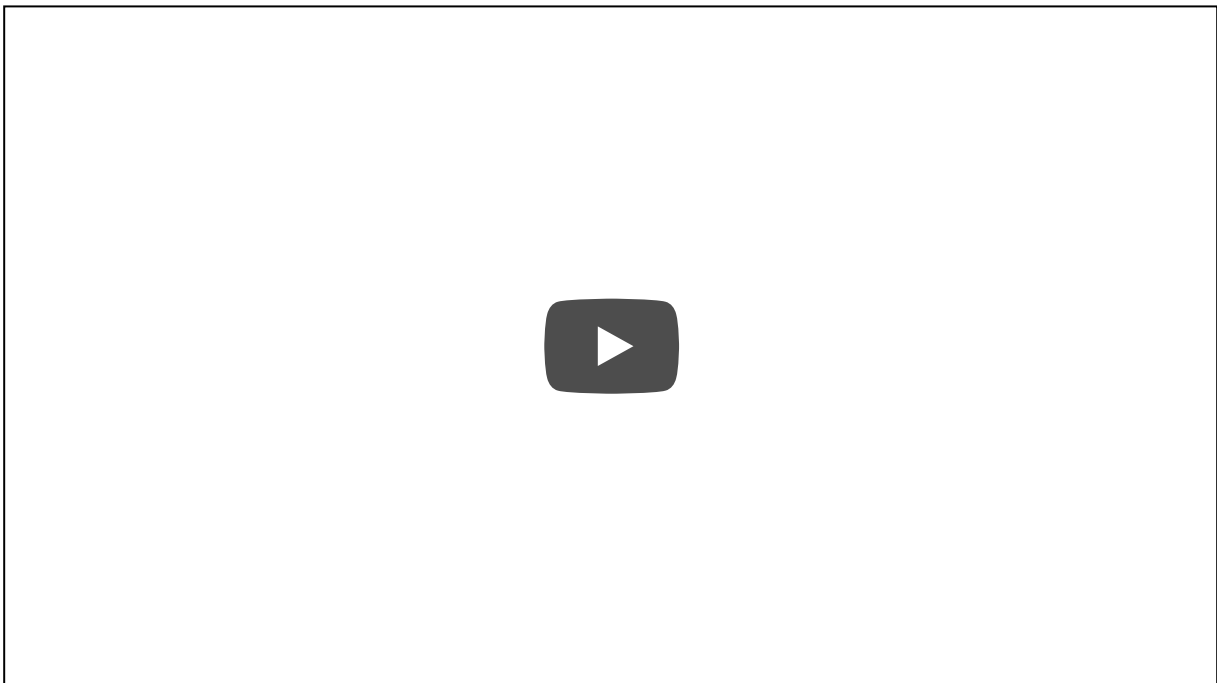
Commentaires



© Fournis par Oh My Mag

Holodomor : l'arme la plus effrayante de la Russie pourrait tuer plus de 2 M de personnes

Gagner la guerre en créant une immense famine dans le pays. [Vladimir Poutine](#), accusé de voler des millions de tonnes de [céréales](#) ukrainiennes, tente-t-il d'utiliser l'Holodomor pour faire céder les combattants et exterminer par la faim ? C'est malheureusement ce que craignent les [instances internationales](#).



Qu'est-ce que l'Holodomor, l'arme la plus redoutable de la Russie ?

Retour en 1932. Le régime de Joseph **Staline** rassemble massivement les réserves de blés, légumes et bétails pour financer un projet d'industrialisation. À cette époque, [l'Ukraine](#), qui fait partie de l'URSS, représente 22,5% de l'exploitation agricole et 18% de sa production industrielle. Cette campagne de collectivisation forcée provoque alors une **grande famine dans le pays**.

Selon les historiens, ce massacre, appelé l'Holodomor, a été intentionnellement provoqué par les pouvoir soviétique pour **briser la volonté d'indéper** [Commentaires](#)

"De 1932 à 1934, la famine a tué 13% de la population ukrainienne, soit 3,9 millions de personnes, dont **un million d'enfants de moins de dix ans**, précise les dernières estimations de [l'Institut ukrainien de la démographie](#).

La Russie vole des céréales ukrainiennes

Mais alors, pourquoi est-ce que le monde entier redoute à nouveau l'utilisation de cette arme terrifiante ? "Depuis l'invasion en Ukraine, la Russie a empêché l'expédition de plus de **vingt millions de tonnes de blé en Ukraine**, en bloquant les ports de la mer Noire", rapporte TF1. Les Russes sont effectivement accusés de voler des céréales en [Ukraine](#). Ce 6 juillet, 7 000 tonnes de blé ont d'ailleurs été interceptées sur un navire russe par les autorités turques, en mer Noire.

[L'ONU](#) et [l'Union Européenne](#), craignent, elles aussi, une seconde "Holodomor". [Vladimir Poutine](#) serait potentiellement prêt à reproduire l'un des épisodes les plus meurtriers de l'histoire, en provoquant à nouveau une famine.

"**La stratégie russe : affamer largement pour forcer la communauté internationale à accepter sa guerre coloniale**", affirme Anne-Claire Legendre, Porte parole du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, sur [Twitter](#) le 20 juin dernier.

Anne-Claire Legendre 

@AClaireLegendre · [Suivre](#)

France government official



Le chantage à la famine exposé sans fard par Margarita Simonyan, patronne de Russia Today.

La stratégie russe : affamer largement pour forcer la communauté internationale à accepter sa guerre coloniale. [#FoodSecurity](#) [#blackmail](#)

UkraineWorld  @ukraine_world

"The famine will start now and they will lift the sanctions and be friends with us, because they will realize that it's impossible not to be friends with us," - said Kremlin propagandist Margarita Simonyan during the Petersburg Economic Forum. [#StopRussia](#)

11:02 PM · 20 juin 2022



63



Répondre



Partager

[Lire 7 réponses](#)

AUTRES ARTICLES RECOMMANDÉS



Sports.fr

« Une hon
France

77



Public

"Un coup de poing dans la
gueule" : Alice Taglioni raconte
sa "vie de parent horrible" ave...

24



ELLE ELLE

Carla Bruni et Nicolas Sarkozy : leur nouvelle acq

Lors d'une interview, Carla Bruni et Nicolas Sarkozy ont révélé être
viticole.

66

Commentaires

